

# L'Étincelle



*Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire*

**PSA Poissy**

Lundi 19 avril 2021

## ***Vendredi 23 avril, tous à l'air libre avec les travailleurs du spectacle, contre la réforme de l'assurance chômage, les licenciements, la précarisation du travail !***

Le mouvement des travailleurs de la culture s'étend et s'organise, des dizaines de lieux occupés se coordonnent, dans une vingtaine de villes. Ils appellent tous les secteurs à se mobiliser et à manifester le vendredi 23 avril prochain : « *Pour l'abrogation de la réforme de l'assurance chômage, contre les licenciements et les suppressions de postes, contre la précarité, pour notre système de santé...* » Soutenus par la CGT du Spectacle et SUD Culture, ils ont été rejoints par les confédérations CGT et SUD, des organisations enseignantes, étudiantes et lycéennes. Des appels ont déjà eu lieu dans certaines villes.

### ***Les travailleurs de la culture en appel-lent à tous les autres !***

« *Une réouverture [des lieux culturels] sans droits sociaux, ça ne sert à rien* » explique une occupante du théâtre de l'Odéon. Leur objectif premier est bien de combattre la réforme de l'assurance chômage, dont les intermittents font partie des premières victimes, et d'en appeler à d'autres : à ceux qui se battent contre les fermetures de sites, les licenciements et suppressions de postes, contre les surcharges induites, bref contre les vraies raisons du chômage. À tous ceux n'ayant que des contrats précaires, dans le privé comme dans le public. À Clermont-Ferrand, par exemple, les occupants du théâtre ont reçu des infirmières et aides-soignantes de la CGT-Santé ; à Paris des occupants de l'Odéon étaient à la coordination à l'initiative des TUI (la multinationale du voyage et du tourisme), en lutte contre les suppressions d'emplois.

### ***Contre cette réforme assassine de l'assurance chômage***

Car cette réforme de l'assurance chômage nous vise tous, chômeurs ou pas. À partir du 1<sup>er</sup> juillet, le gouvernement veut baisser les allocations tout en les répartissant sur plus de mois. Selon un rapport de l'Unédic, 840 000 personnes connaîtraient ainsi une baisse d'indemnisation de 20 % en moyenne, et jusqu'à 40 % pour certains. Les conditions d'indemnisation sur une période de 24 mois passent de 4 mois de travail à 6 mois. Les demandeurs d'emploi alternant contrats courts et inactivité seront les premiers pénalisés.

Avec un tel gouvernement et les patrons qu'il représente, nous sommes tous des chômeurs ou des travailleurs précarisés en puissance.

### ***Pas de souci pour les milliardaires***

Le nombre des milliardaires en France passe de 39 à 42 et leur fortune a presque doublé cette année (malgré la crise !) pour monter à plus de 500 milliards d'euros. Entre-temps, le gouvernement multiplie les aides au très gros patronat à coups de « plan de relance », comme ils disent : « *Quoi qu'il en coûte* ». Le Maire remet encore 100 milliards sur la table. Tout cela pour « restructurer » dans les entreprises, rentabiliser, ce qui implique prendre sur les services publics, réduire les postes de soignants en pleine pandémie et en supprimer chez les enseignants...

En 2020, plus de 360 000 emplois salariés ont été détruits, rien que dans le privé. Des centaines de milliers d'autres sont menacés, y compris dans le public. Et les groupes qui licencient sont ceux qui sont les plus aidés : Sanofi, Air France, Renault, PSA et tant d'autres. Pendant que la charge de travail intenable, le nombre de chômeurs augmente.

### ***Ce vendredi 23 avril, les intermittents ne seront pas seuls***

Pourtant, des salariés des entreprises menacées se mobilisent, se montrent çà et là. Derrière ceux de Renault ou de PSA, on voit désormais des salariés des fonderies et d'autres sous-traitants de l'automobile. Alors que ceux de TUI tentent de se coordonner avec d'autres et se montrent aux côtés des centres techniques de Renault, les livreurs s'organisent contre les plateformes. Le 23 avril, plus il y aura de secteurs représentés partout où c'est possible, plus ce sera une étape vers un déconfinement du « Tous ensemble », qui fera reculer patronat et gouvernement.

**Manifestation à Paris, vendredi 23 avril,  
14 heures, Place d'Italie**

**Un droit qu'en réalité les patrons ne respectent pas**

Officiellement le gouvernement autorise les salariés à rester garder leurs enfants, payés en activité partielle à 84 % du net. Mais à PSA Poissy, pour avoir un minimum d'absents, la hiérarchie veut obliger les salariés à prendre des congés payés, des RTT, voire des congés sans soldes. Les premières victimes de ces pressions sont évidemment les femmes, souvent en première ligne pour la garde d'enfants.

La direction s'en moque, elle voit ses profits.

**Un nouveau fou du volant**

La direction annonce que « Poissy change de pilote le 15 avril » : il y a un nouveau directeur de site. L'ancien a supprimé des centaines de postes ici en 4 ans, le nouveau vient de Rennes et a le même profil de massacreur d'effectifs. Tous ces pions interchangeables bâtissent leur carrière de « pilote » en tentant d'écraser les salariés. Pour les calmer, espérons que ces chauffards se prennent des platanes.

**Les sales coups ne sont pas réservés aux ouvriers**

Au Ferrage, les techniciens travaillent à tour de rôle sur les machines. PSA ne veut pas recruter d'intérimaires et veut se débarrasser des techniciens. Que l'on soit ouvrier de chaîne, professionnel, technicien ou RU, la direction nous exploite à fond pour ensuite nous indiquer la porte de sortie. Ceux qui avaient confiance en elle, auront l'occasion de méditer sur le passé. Pour notre avenir, il faudra qu'on soit tous solidaires, car PSA ne nous fera aucun cadeau.

**En donnant de la voix, on sauve parfois des mains**

Au Ferrage, la direction recommence enfin à apporter des gants corrects pour ne pas se blesser. Ça faisait un moment qu'elle essayait de faire des économies en limitant les distributions et leur qualité... Le mécontentement général l'a fait revenir en arrière, pour l'instant. Si elle ne veut pas entendre les problèmes, continuons à crier encore plus fort.

**Une mesquinerie de plus**

À la Peinture, la quasi-totalité des machines à café et à sandwiches vient d'être enlevée. Maintenant les salariés des Laques doivent traverser tout le bâtiment jusqu'au au secteur des Fonds pour en trouver une.

Encore une économie de bout de chandelle ! Pour remercier la direction, on rallongera nos pauses.

**Rends l'argent PSA**

Vendredi dernier, Stellantis (PSA + Fiat-Chrysler) a distribué 1 milliard d'euros à ses actionnaires. Tavares n'exagère pas quand il dit que PSA a gardé une « forte rentabilité » en 2020. Quand certains se coltinent les cadences et les samedis en série, d'autres essuient leurs larmes de crocodiles, tirées par la méchante crise, avec de gros billets verts.

**Encore un exemple de gestion chaotique patronale**

Depuis ce lundi, l'usine de PSA Rennes est à l'arrêt pour la semaine avec la pénurie de semi-conducteurs. Les salariés devront rattraper le retard avec samedis travaillés déjà prévus en mai et juin. Certains salariés en horaires de journée perdront deux jours de congés obligatoires et seront mis en activité partielle avec perte de salaire.

En gros pour la direction ce n'est pas rentable de répartir le travail : soit tu travailles comme une machine, soit tu restes chez toi... Le temps qu'on puisse te faire récupérer le samedi à la bonne cadence.

**PSA Douvrin : 1 000 postes encore menacés**

La direction du groupe PSA a annoncé que le EB GEN III – la nouvelle génération du moteur essence 3 cylindres – serait produit sur le site de Douvrin.

L'avenir du site et des 1 700 salariés qui y travaillent était menacé suite à l'annonce de l'envoi du EP GEN III – le 4 cylindres turbo hybride – en Hongrie. Les salariés et leurs soutiens ont donc réagi en se retrouvant samedi 10 avril à près de 800 pour défiler contre les suppressions d'emplois. Tavares a reculé et cherche à calmer le jeu, mais menace de vider le site.

Encore 1 000 emplois restent menacés. Pour les défendre la CGT prévoit un rassemblement le 6 mai devant l'usine. Soyons nombreux à aller les soutenir !

**Mobilisation dans l'ingénierie Renault**

La colère ne s'éteint pas dans l'ingénierie de Renault. Le 8 avril, ce sont plus de 300 salariés et soutiens qui se sont rassemblés devant le siège de Renault à Boulogne pour protester contre l'externalisation de la maintenance des moyens d'essais et contre les suppressions de postes par milliers à Renault. Parmi eux 80 salariés de MBF, les fonderies du Jura sous-traitants de PSA et Renault eux aussi menacés.

Le Borgne, patron de l'ingénierie Renault et ex de PSA, a annoncé aux syndicats qu'il était là « pour réduire les coûts » et qu'il ne s'interdirait rien. Pour l'instant les patrons ne veulent rien céder, mais les salariés non plus. Le combat continue et pourrait converger avec celui des sous-traitants.

**MBF : Avec les fondeurs ça peut chauffer**

La fonderie MBF aluminium de Saint-Claude dans le Haut-Jura est en redressement judiciaire. Les 280 emplois que compte le site sont menacés.

L'entreprise est sous-traitante à 75 % de PSA et 20 % de Renault. Le 6 avril ils étaient 150 devant l'usine de Sochaux et 2 jours plus tard, à 80 devant le siège Renault. En tout la filière fonderie avait estimé en janvier que ce serait près de 5 000 emplois qui risqueraient de disparaître en 10 ans en France, soit 40 % du total. La lutte de ceux de MBF pourrait poser des jalons pour lutter tous ensemble, ceux de PSA, de Renault et de tous leurs sous-traitants.